



Lettre n° 80 du 24 février 2019

Face à l'offensive réactionnaire du pouvoir, notre politique, la solidarité des travailleurs contre le capitalisme et le racisme

Les gilets jaunes sont loin d'être à bout de souffle. L'acte XV a une nouvelle fois exprimé la colère et le mécontentement qui traversent les classes populaires. Il a été une réponse à la campagne de mépris et de dénigrement du gouvernement. Le déferlement de propos réactionnaires sur tous les médias, l'indigne accusation d'antisémitisme viennent en complément de la matraque policière et judiciaire.

L'agression raciste, les injures antisémites dont a été victime la semaine dernière le philosophe Finkelkraut, en marge du défilé de l'acte XIV, sont évidemment intolérables. Les actes antisémites, comme tous les actes racistes, sont autant d'appels au mépris et à la haine, appels au meurtre en puissance, justifications de celui-ci. Mais c'est tout le mouvement qui a été suspecté d'antisémitisme alors même qu'un des auteurs principaux de l'agression était connu par la police, sa fréquentation des cercles intégristes et ses opinions aussi et qu'il avait été pour cette raison rejeté par les Gilets jaunes de Mulhouse. L'agression en question, rajoutée à d'autres actes antisémites qui n'avaient pas de rapport avec le mouvement, ont alimenté une campagne hargneuse, calomniatrice, haineuse.

Le gouvernement a instrumentalisé ces actes odieux contre l'ensemble du mouvement. Il a réussi, avec l'aide du PS à l'initiative de la manifestation du 19 février, à rallier l'ensemble des partis institutionnels offrant l'occasion à Marine Le Pen dont le parti n'était pas invité de dénoncer l'antisémitisme tout en se démarquant pour mieux distiller son venin raciste contre les musulmans. Contesté par le mouvement, incapable de le faire refluer, Macron multiplie les provocations, comme celle qui consiste à inclure l'antisionisme dans la définition de l'antisémitisme, ce qui revient à criminaliser toute contestation de la politique de l'État d'Israël contre les Palestiniens, chassés de leur pays ou devenus citoyens de seconde zone.

Macron tente de reprendre la main en semant la confusion politique, attisant les haines par le jeu des amalgames et des manœuvres politiciennes. Une politique d'aventurier à l'image d'un Benalla à la rescousse duquel il va jusqu'à faire intervenir son premier ministre, Philippe, qui s'est

déconsidéré en accusant la commission d'enquête du Sénat de partialité et d'injustice !

Face à ce pouvoir prêt à tout, face à l'extrême droite, les travailleurs ont besoin de forger leurs propres armes politiques en se dégageant des confusions populistes, du bleu blanc rouge et de la Marseillaise. Le nationalisme n'est pas leur drapeau, il dérive facilement vers la xénophobie, le racisme.

La contestation n'est pas à bout de souffle, mais elle a besoin d'un second souffle.

Il s'agit de préparer la suite du mouvement. Partout ont lieu des AG, des rencontres entre gilets jaunes, militants syndicalistes, simples travailleurs, jeunes. Le besoin de trouver une réponse aux manœuvres de Macron est au cœur des discussions. Et nombreux sont celles et ceux qui voient bien que la lutte est plus large que la lutte contre Macron et les élites et qu'il s'agit d'une lutte contre l'ensemble des classes possédantes, les capitalistes, leur domination économique et politique. Et que cette lutte est bien celle de tous les travailleurs.

Nous ne pouvons compter pour l'organiser sur les directions de la gauche syndicale et politique. Elles se sont bien gardé d'appeler à élargir la lutte.

Son extension ne pourra progresser que si nous prenons nos affaires en main comme l'ont fait celles et ceux qui ont impulsé le mouvement des gilets jaunes sans rien attendre des partis institutionnels et des directions syndicales.

Oui, la question de la vie chère et de la pauvreté, de comment « *remplir le frigo* » comme le disent les GJ, est plus que légitime, elle doit s'exprimer de manière claire et nette par des revendications salariales, rattrapage du pouvoir d'achat et indexation des salaires et pensions de retraite sur le coût de la vie ; pas de salaire ni de minimas sociaux inférieurs à 1800 euros nets par mois. La prime GJ que les patrons ont préféré lâcher dans certaines entreprises par crainte d'éventuelles grèves, ne suffit certes pas mais elle indique que le mouvement a fait plus pour le pouvoir d'achat que les sempiternelles journées d'action sans lendemain.

Il n'y aura pas de démocratie véritable à coups de référendum que Macron lui-même songe à utiliser pour se sortir d'affaire. Une véritable démocratie dépend de la capacité des travailleurs à prendre le contrôle de l'économie. On n'en est certes pas là aujourd'hui, par contre c'est aujourd'hui que la destruction des services publics montre l'incurie de la gestion libérale et privée appliquée à l'éducation, aux transports ou à la santé et la supériorité de l'intérêt collectif, de ce que pourrait être une société débarrassée du carcan de la propriété capitaliste.

Les inégalités entre les grandes fortunes et la grande masse de la population ne cessent de se creuser, les bourses et les marchés financiers ont besoin de sans cesse plus de profits, et d'exploitation donc, pour ne pas s'effondrer et continuer à nourrir les dividendes des actionnaires. Pour arrêter cette logique destructrice, le monde du travail et la jeunesse ont besoin de se retrouver ensemble, unis derrière leurs intérêts de classe, solidaires face à tous les préjugés distillés et entretenus par les classes possédantes et les forces réactionnaires pour tenter de les diviser.